



Déclaration de la FSU au CTSD 76 du 12 novembre 2020.

Monsieur le Directeur Académique,

contrairement à ce qu'a répété avec véhémence le ministre de l'Éducation nationale, la rentrée 2020 ne s'est pas bien passée. Elle a été effectuée dans un contexte très anxiogène pour l'ensemble des personnels. Le ministère, Madame la Rectrice et vous-même devez en assumer votre part de responsabilité en refusant d'écouter les alertes et les propositions pour y remédier que vous a fait à plusieurs reprises la FSU.

Un nouveau protocole a été mis en ligne une fois de plus très tardivement. Lors de la rentrée de Septembre un plan de continuité pédagogique avait été communiqué par le ministre indiquant les différentes situations que nous pourrions rencontrer et les dispositions que les recteurs devraient prendre. Or, le protocole soit disant "renforcé" ne respecte même pas ce plan de continuité pédagogique. Il a fallu que les équipes dans les établissements menacent de faire grève au retour des vacances d'automne pour que le ministère "lâche" du lest sur la réduction des effectifs dans les lycées. Mais là encore, notre ministre oublie tout un pan des personnels et des élèves avec les collèges et les écoles.

Avec le protocole actuel, pratiquement toutes les mesures sont accompagnées du complément « si c'est possible ». Or, la distanciation, dans des classes souvent déjà trop chargées, ce n'est pas possible, le non-brassage entre les classes, dans la plupart des établissements, ce n'est pas possible, la distanciation stricte de 2 m en EPS avec 30 élèves, ce n'est pas possible, la désinfection régulière de tous les locaux sans personnel supplémentaire, ce n'est pas possible, le non-brassage dans les écoles quand un-e enseignant-e n'est pas remplacé-e, ce n'est pas possible, etc. Sans parler de remontées d'écoles qui nous font part de l'interdiction faite par leur IEN d'informer les familles de cas d'élèves testés positifs ! Sans parler non plus des contradictions et de l'arbitraire dans la définition des cas contacts entre adultes qui mangent ensemble le midi !

Il est grand temps de mettre en place complètement la phase 2 du plan de continuité et de réduire les effectifs des classes partout où c'est nécessaire pour pouvoir assurer la santé des élèves et des personnels, maintenir les établissements ouverts et assurer la continuité des apprentissages. C'est une revendication que la FSU porte depuis plusieurs mois, pour éviter absolument un nouveau confinement total et la fermeture de tous les établissements.

La politique de "gribouille" menée par le Ministre depuis le début de la crise sanitaire est absolument insupportable pour l'ensemble des acteurs de terrain. Le renvoi systématique au local des demi-mesures prises au niveau national provoque une confusion sans précédent. Le retard systématique pris dans ces demi-mesures obscurcit la capacité d'organisation des

établissements. À peine une organisation est-elle mise en place par tâtonnement, que de nouvelles annonces médiatiques sèment le chaos dans les protocoles locaux.

Que devons-nous attendre de nouveau des annonces faites ce soir par le Premier Ministre ? Que dire des quelques 6000 ordinateurs annoncés par le ministère cette semaine pour assurer une hypothétique continuité pédagogique pour plus de 800.000 enseignants et plusieurs millions d'élèves ? Quelle blague !

Que dire des chiffres grotesques utilisés par le ministère, les rectorats ou les DSDEN sur le nombre d'élèves, comparés aux chiffres fournis par Santé Publique France ? Ainsi, pour la semaine du 2 au 6 novembre, vos services ont recensés 93 élèves positifs dans les écoles, collèges et lycées de Seine-Maritime. Sur la même période, Santé Publique France annonce 577 cas positifs sur la tranche d'âge 10-19 ans !

De plus, l'absence de soutien financier et logistique dignes de ce nom de la part de l'État et des collectivités territoriales pour la mise en place des mesures sanitaires inquiète les équipes en cette période de construction des budgets de l'année 2021.

Face à cette panique générale des cadres ministériels et académiques, les personnels ont su faire preuve de solidarité entre eux et d'abnégation pour accueillir l'ensemble des élèves et faire leur métier. Ce dévouement sans faille, malgré les contraintes sanitaires et matérielles, les incertitudes relatives aux personnes vulnérables, le manque de transparence sur les nombres d'élèves ou de personnels malades, sur les cas-contacts, est ce qui maintient l'Éducation nationale debout.

C'est pourquoi nous considérons que le revirement du ministre de l'Éducation nationale sur l'organisation de l'hommage à Samuel Paty est absolument indigne ! Pire, le Ministre a failli à sa mission de soutien des personnels ! L'un des nôtres a été assassiné sauvagement dans l'exercice de son métier, de notre métier : nos collègues avaient besoin de se retrouver pour échanger et pour lui préparer un hommage digne. Au lieu de cela, 15 jours après cet ignoble attentat, la rentrée des vacances d'automne devait se dérouler presque comme si de rien n'était ? Cette faillite morale que vous avez validée en ne prenant pas la décision de banaliser la matinée du lundi pour les élèves, est le signe ultime du profond mépris de ce ministère envers l'ensemble des personnels. Les valeurs de fraternité, de laïcité et de liberté d'expression que vous prétendez partager, Monsieur le Directeur académique, ne peuvent se contenter de mots et doivent s'incarner dans les faits. C'est ce qui a conduit de nombreux collègues à prendre par la grève un droit qui leur était refusé. Nous n'oublierons pas. La FSU tient ici à saluer les chefs d'établissement qui ont pris sur eux de ne pas céder aux pressions qu'ils disent avoir subi en maintenant un temps d'échange et de préparation de l'hommage avant le retour des élèves.

La colère gronde et commence à éclater parmi l'ensemble des personnels qui tiennent l'école à bout de bras et qui assurent la continuité de service public d'éducation. Cette colère a commencé à s'exprimer lors de la journée de grève de mardi dernier. La FSU ne manquera pas de travailler à la construction d'autres temps forts d'expression et de revendication pour rendre à la profession la fierté de son métier et la sécurité nécessaire à son exercice.